

CAMINANDO

BULLETIN D'INFORMATION

VOL. 1 No. 5 Novembre 1980

URUGUAY



COMITE CHRETIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMERIQUE LATINE

4725, rue St-Denis, suite 1, Montréal, Qué. H2J 2L5

tél.: 845-0511

LA "SUISSE" DE L'AMÉRIQUE LATINE

Jusque dans les années soixante, l'Uruguay était considéré comme la "Suisse" de l'Amérique latine. La relative stabilité politique instaurée par Battle dans la première moitié du 20^e siècle avait permis certaines libertés civiles, un haut niveau de développement, une scolarisation généralisée et, comparative-ment aux pays voisins caractérisés par l'extrême opulence et la misère, un léger écart entre riches et pauvres. Dès 1917, on votait à bulletin secret et, 7 ans plus tôt, on reconnaissait la journée de travail de 8 hres.

En une génération seulement, à partir de la Seconde Guerre Mondiale, et plus fortement encore après la guerre de Corée, l'Uruguay est tombé dans une crise, éclatée dans les turbulentes années '60. En quelques années, l'Uruguay est devenu l'Etat le plus policier d'un continent où la violence et la répression ne sont pas précisément rares. Le pas a été vite franchi entre les

EDITORIAL

"rapides mesures de sécurité" introduites par le gouvernement Pacheco Areco à la fin des années '60, et la dictature proprement dite.

Pas un seul pays sur le continent n'a appliqué avec une telle ferveur l'idéologie de la sécurité nationale, conçue dans les laboratoires du Collège de Guerre Américain, distillée au Collège Supérieur de Guerre du Brésil, et ré-exportée vers tous les pays voisins. La conséquence inévitable: une succession de tortures, morts, disparitions, arrestations de masses, interdictions de partis et d'activités politiques et syndicales.

Le démembrement, en 1972, des "Tupamaros", organisation de guérilla qui avait connu une belle montée dans les années soixante, a précipité la destruction de la démocratie uruguayenne, trop calquée sur le modèle européen de consommation et de comportement, car l'économie du pays repose uniquement sur l'exploitation agricole et l'élevage.

Mais déjà là, le modèle était en porte-à-faux; la répartition des terres suivait le modèle colonial: 1.5% des propriétaires possédaient 33,4% des terres, alors que dans la capitale, 15% des plus pauvres se partagent 4% du revenu national.

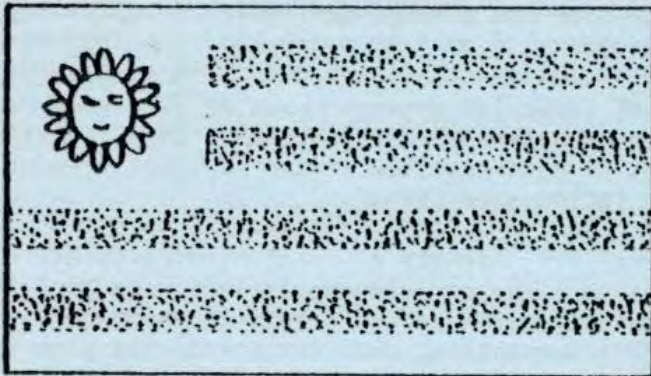
Devant ces injustices et devant l'institutionnalisation de la répression pour maintenir ces injustices, il faut malheureusement reconnaître que les Eglises uruguayennes sont restées pratiquement muettes. Elles n'ont pas su trouver, même après Medellin et Puebla, des prophètes qui ont poussé à des prises de position nettes, comme dans les Eglises du Brésil ou du Salvador.

Le présent numéro voudrait examiner avec vous les étapes de la "dégringolade" uruguayenne, constater l'inertie des Eglises et le désarroi du peuple, mais aussi proposer quelques pistes de solidarité.

Nos remerciements le plus chaleureux à la revue "Clamor", du diocèse de Sao Paulo, au Brésil, dont nous avons tiré la majeure partie de nos informations. Merci également à l'agence ALAI pour sa collaboration.

L'URUGUAY AUJOURD'HUI

Le référendum du 30 novembre prochain, organisé par le régime uruguayen pour valider un ramassis de mesures constitutionnelles, marque la fin d'une étape dans le processus de consolidation de la dictature en Uruguay. Après cette consultation, qui ne laisse d'autre choix que de légaliser (en votant oui) les actes arbitraires commis depuis juin 1973 ou même avant, ou (en votant non) de maintenir sans modification aucune l'actuel état d'exception, le gouvernement civico-militaire se propose d'implanter un système politique restrictif, où seulement les deux partis historiques (Parti National et Parti Colorado) et les chefs militaires pourront statuer sur la politique et l'économie.

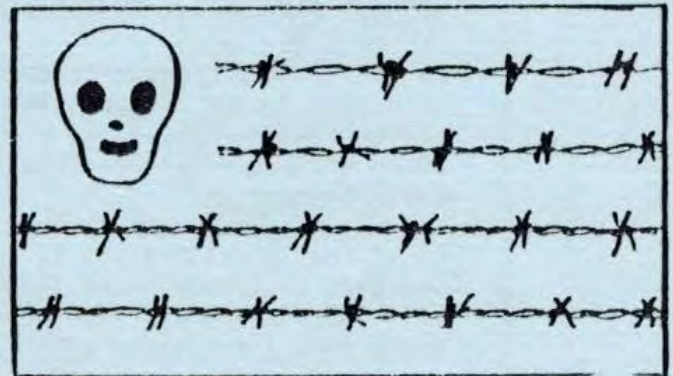


Comme il est fréquent dans ce genre de cas (référendum au Chili, élections présidentielles au Paraguay, etc.), toute forme d'opposition ou de dissidence est supprimée; seuls peuvent s'exprimer les groupes et les personnes qui appuient la ligne officielle. Ce qui veut dire qu'il y aura consultation avec une presse silencieuse, des prisonniers politiques, une organisation ouvrière dissoute, etc., etc.

Ceci se produit dans un pays aux caractéristiques très particulières qui ne réussit pas à surmonter une situation de crise économique, sociale, politico-institutionnelle, qui se prolonge depuis les années '60.

En premier lieu, il s'agit d'un pays aux petites dimensions (187,000 km.carrés), avec une population très réduite (à peine 3 millions d'habitants, dont 48% concentrés dans la capitale Montevideo), sans ressources minières (y compris les minéraux fossilisés).

L'Uruguay est un pays pleinement capitaliste; 80% de la population active (1,100,000) est formée de travailleurs salariés, parmi lesquels moins de 100,000 sont agriculteurs et environ 130,000 prolétaires industriels.



Plus de 80% de la population est urbaine, le taux d'analphabétisme ne s'élève même pas à 10% de la population d'âge scolaire. Son commerce intérieur est complètement unifié, grâce à un réseau de communication étendu, et grâce aussi à l'inexistence d'accidents géographiques importants (en Uruguay, il n'y a ni montagnes, ni déserts, etc.).

La première modernisation et la constitution définitive de l'Uruguay comme Etat-Nation a été réalisée au cours du dernier tiers du 19e siècle, sous le gouvernement dictatorial de L. Latorre, mais aussi au cours de la période dite "militariste", où on a mis sur pied l'armée régulière et délimité la propriété agraire et les frontières nationales.

Consolidé durant cette époque, l'Etat était déjà un appareil administré par la bourgeoisie naissante, dont le développement ultérieur a donné la preuve durant

cent ans de démocratie parlementaire sans soubresauts, y compris le libre jeu des partis politiques, les syndicats, de la presse, etc.

L'insertion de l'Uruguay dans le marché mondial

Le premier lien du pays avec le marché mondial fut l'exploitation et la commercialisation des bovins et ovins (viande, cuir et laine), pour approvisionner les marchés métropolitains. Le type d'exploitation agraire qui s'est développé fut, fondamentalement, extensif, avec, comme unité de base de production, la grande propriété terrienne (grands troupeaux de bétail paissant sur d'immenses étendues de terre).

Entre 1870 et 1929, les bases d'un élevage capitaliste solide se sont créées, au moyen d'une série de faits qui vont intégrer cet élevage dans le cycle global du capital à l'échelle du marché mondial.

Au cours des années 1903-07 et 1911-15 (sous les gouvernements de Battle et Ordoñez) l'Uruguay connaîtra une phase de populisme et d'industrialisation. Fait notable, ce processus d'urbanisation et de modernisation arrive particulièrement tôt, comparativement aux autres pays latino-américains.

La constitution d'un prolétariat industriel, bientôt organisé syndicalement, n'est pas étrangère à l'analyse de l'évolution d'une société capitaliste. Ce prolétariat va acquérir son expérience dans la revendication de ses droits fondamentaux, lorsque le pays fut frappé par la crise d'accumulation, dont les points les plus saillants se sont révélés à partir des années '60.

La crise actuelle

La crise permanente (commencée dans les années '60), profondément inflationniste, a prouvé que le modèle d'accumulation était incapable de poursuivre l'industrialisation. L'industrie uruguayenne n'a pas réussi à créer son secteur premier (machinerie, technologie), l'un des obstacles étant l'inexistence des ressources minières et énergétiques. Même la possibilité de production de biens de consommation durables s'est vue limitée, à cause de l'étroitesse du marché intérieur.

La très faible croissance du capital du secteur de l'élevage (à cause des fluctuations constantes des prix internationaux) et l'absence de subventions à la bourgeoisie (profits trop petits) n'ont pas permis l'exploitation de ressources comme la pêche et la production céréalière, lesquelles nécessitent d'importants investissements de base.

On n'a pas considéré ici la période spécifique de "crise politique et sociale" qui pourrait se situer entre 1968 et 1973. Ce ne fut pas seulement une période de plus, mais une période extrêmement riche et complexe, qui amènera de profondes modifications dans l'évolution ultérieure de toute la société.

La dictature qui s'est installée au pays en juin 1973 peut être considérée comme le résultat violent de la crise précédente. Nul doute que les militaires étaient et sont encore décidés à jeter les bases de nouvelles formes politiques et idéologiques de domination, devant l'inefficacité des précédentes. On pense en particulier à une indispensable centralisation du pouvoir politique, sensiblement freinée dans une société qui se permettait encore certaines libertés.

Nous assistons à la réorganisation interne du capitalisme uruguayen et à sa nouvelle forme d'insertion dans le marché mondial. Tout cela à l'intérieur d'une crise de domination qui exige l'élimination de toute dissidence interne. La répression, l'assassinat politique, la torture, etc., que les Uruguayens ont subis et continuent à subir, sont le résultat de cette nécessité du capitalisme uruguayen de restructurer les bases de sa domination.

Depuis 1971, la dictature n'a pas ménagé ses efforts pour légaliser les mesures qu'elle a imposées. Le prochain référendum vise justement à doter le pouvoir d'une image de consensus populaire, dans le but d'établir un système politique plus approprié au nouvel Etat uruguayen.

Il faut donc prévoir, en conséquence, des années de confrontation et de lutte politique et sociale entre les secteurs dominants (dont quelques-uns sont déjà en confrontation entre eux) et l'immense majorité de la population, contre laquelle la dictature déploie sa politique économique et sociale actuelle.

... ET LES EGLISES ?

Dans un pays fier de son aspect sécularisé - indépendance entre l'Eglise et l'Etat consacrée par la Constitution de 1917- l'Eglise a été reléguée au second plan. Ni le Concile Vatican II, ni les rencontres de la Conférence Episcopale latino-américaine à Medellin (1968) et à Puebla (1979) n'ont réussi à réveiller cette Eglise aux réalités historiques de l'Uruguay.

Contrairement à ce qui s'est passé au Brésil, au Chili et au Paraguay, la hiérarchie de l'Eglise catholique en Uruguay s'est



maintenue en dehors de l'histoire. Malgré qu'un évêque soit exilé depuis longtemps, son silence est incompréhensible et injustifiable. L'attitude de la délégation épiscopale à Puebla démontre que l'Eglise est restée intimidée par l'escalade de la violence et des violations des droits humains que vit l'Uruguay.

La même situation est vécue par les autres Eglises chrétiennes, bien qu'elles aient réagi à quelques occasions. Le degré de répression est tellement élevé qu'il n'est même pas possible de former un petit comité oecuménique pour porter secours au peuple massacré par le gouvernement.

L'Eglise catholique est infiltrée par la police dans tous ses niveaux d'organisation pastorale. Le travail devient impossible pour tous ceux qui voient la réalité. Par exemple: à la rencontre internationale du "Club Sierra", célébrée à Montevideo, avec la participation de 123 délégués et la présence du Nonce Apostolique et de plusieurs évêques uruguayens, "l'autorité compétente" a interdit au délégué uruguayen de prendre la parole sur le thème préparé à l'avance.

Pour la dictature uruguayenne, une telle interférence dans les affaires des Eglises n'est pas une attitude nouvelle. Auparavant, le régime -dit chrétien et catholique- a interdit la lecture d'une lettre pastorale des évêques catholiques dans les églises. Certains membres de l'Eglise méthodiste, proposés comme dirigeants de cette Eglise, se sont vus interdire l'accès à ces fonctions. Le journal de l'Eglise valdésienne a été fermé par ordre de la dictature.

La base des églises se sent délaissée par ses dirigeants, malgré qu'aujourd'hui des efforts soient faits dans le sens d'une attention pastorale en accord avec la réalité du pays. Ces efforts sont isolés des hautes autorités, au moins du côté de l'Eglise catholique. La lettre pastorale datée du 24 juin 1980, écrite à l'occasion de l'anniversaire de la première constitution du pays, pour "réfléchir ensemble avec le peuple sur les valeurs de notre tradition nationale et pour découvrir ensemble avec tous les orientaux (uruguayens), un chemin vers un avenir meilleur", ne fait aucune référence à la situation du pays ni au référendum sur la constitution.

SOLIDARITE - URUGUAY

- DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE DE PARRAINAGE, AIDER UNE FAMILLE URUGUAYENNE À SURVIVRE DURANT LA DÉTENTION D'UN DES MEMBRES. ECRIRE AU COMITÉ POUR PLUS DE DÉTAILS.
 - PARTICIPER FINANCIÈREMENT À L'UN OU L'AUTRE DES "PETITS PROJETS URUGUAY" (ENV. \$ 500 CHACUN), POUR AIDER LES EX-PRISONNIERS POLITIQUES À "SE PARTIR À LEUR COMPTE" (EX: UN CHARRIOT POUR LA VENTE D'ARTISANAT DANS LES RUES, UN ÉQUIPEMENT DE SALON DE COIFFURE, UN ÉQUIPEMENT D'ATELIER DE RÉPARATION ÉLECTRIQUE OU DE MENUISERIE, ETC).
- ENVOYEZ VOTRE CONTRIBUTION, MÊME MINIME, AU COMITÉ, EN SPÉCIFIANT BIEN: "PETITS PROJETS - URUGUAY".

LA PLUS GRANDE PRISON DU MONDE.

L'Uruguay est le seul pays au monde à exiger de ses prisonniers une "pension", qui doit être versée soit par la famille, soit par le détenu lui-même après sa libération. Mais comme tout ex-prisonnier est inscrit sur une liste noire, il ne peut se trouver de travail et est, par conséquent, exposé à une nouvelle arrestation pour "parasitisme"...

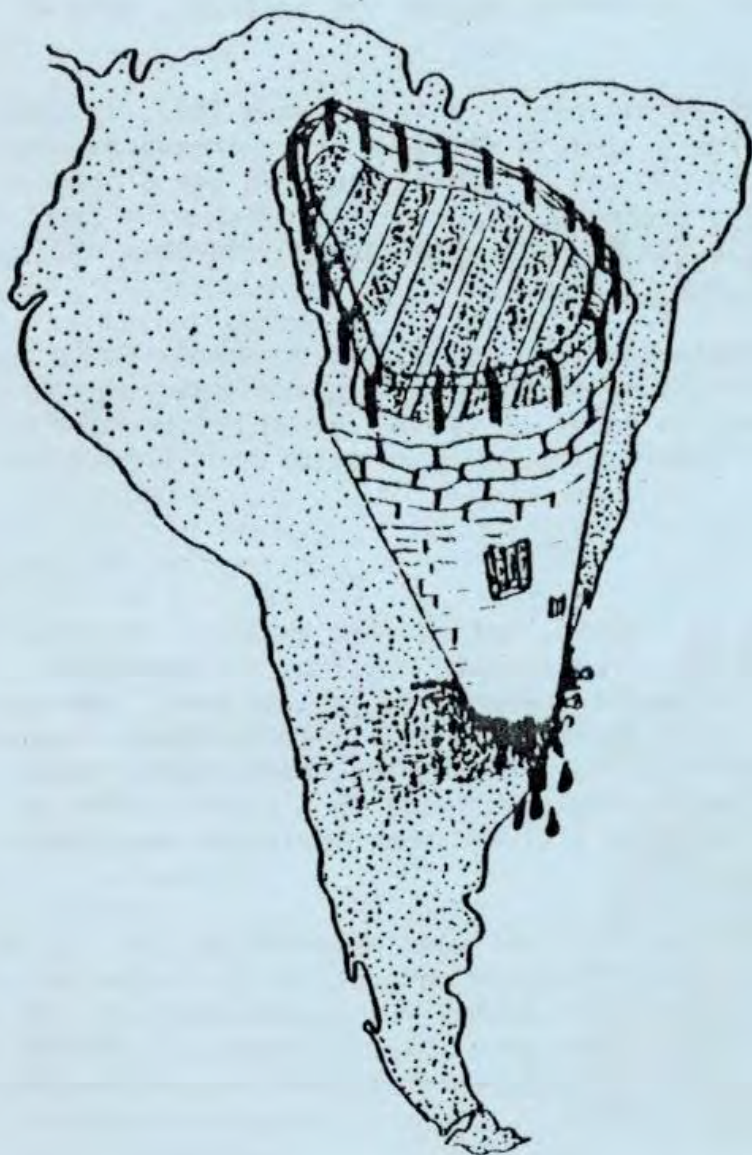
Après l'apogée répressive qui a suivi le coup d'état de 1973, alors que le nombre des prisonniers politiques atteignait environ 6,000, les prisonniers qui avaient les plus faibles sentences ont commencé à être relâchés.

Selon les estimations du président de la Cour Suprême militaire, le colonel F.S.Ledesma, en mars 1980 il y avait environ 3,800 prisonniers.

A partir des descriptions d'ex-prisonniers, il a été possible de dresser un tableau des conditions de vie dans les deux plus grands centres de détention pour prisonniers: le premier, pour les hommes, au nom évocateur de "Libertad", et le second, pour les femmes, Punta de Rieles.

Le prisonnier passe d'abord à "l'accueil", où on lui remet un uniforme et un numéro matricule, on lui rase le crâne, il prend une douche froide, et nu, il subit un examen médical et un interrogatoire. De là, on le transfère au bâtiment principal, gardé par 70 officiers et 700 soldats, tous bien armés, pourvus de grenades lacrymogènes, avec 30 mitrailleuses dans les deux tours de guet intérieures. Les autres tours sont également pourvues de mitrailleuses pointées sur la prison centrale.

La journée commence à 6h00. Le réveil est suivi de l'inspection des cellules, menée dans les cris et les menaces. On n'allume pas les lumières avant 8h00, pour économiser l'énergie. Puis on collecte les lettres des prisonniers à leurs familles, pour qu'elles passent à la censure. A 8h00, petit déjeuner ...



Les visites familiales, quand elles sont autorisées, ont lieu aux quinze jours. Un panneau vitré oblige à parler par interphone, ce qui permet l'enregistrement des conversations. Interdiction formelle de parler ou même de faire signe aux familles des autres prisonniers, à plus forte raison aux autres prisonniers eux-mêmes. Les visiteurs, femmes et enfants, sont soumis à des fouilles humiliantes.

Les prisonniers n'ont pas le droit aux nouvelles et quantité de livres sont interdits, parmi lesquels S. de Beauvoir, Proust et Borges, et surtout Freud, accusé d'"obscénité". Même chose pour les revues et journaux.

Les prisonniers ne peuvent choisir leur travail, ce qui est une autre forme de torture. Ceux que l'on sélectionne pour un travail de nuit dans la boulangerie de la prison, de 19h à 7h, ne perdent pas seulement la nuit mais ils sont fréquemment réveillés pour des inspections de cellules au cours de la journée.

L'artisanat, s'il est permis, exclut de nombreux thèmes, tels la colombe, le travailleur, etc. Souvent, au cours des inspections ou des alarmes - quand les prisonniers doivent rester allongés par terre, les mains sur la tête - les soldats détruisent les fabrications, ou bien mélangent thé et tabac, talc et sucre, etc.

L'encadrement médical est nettement insuffisant. En mars 1977, le commandant de Libertad, le colonel Jorge Olsina, a dit dans une entrevue du magazine allemand "Stern" qu'il y avait 300 cas de dépression, 258 cas d'anxiété et de psychose, et 2 cas de troubles profonds. Il a ajouté: "Prenez n'importe quel jour, le 24 février par exemple. Ce jour-là, nous avons distribué 482 tablettes de Valium".

L'assistance médicale inadéquate combinée aux dommages hérités de la torture physique dans les bases militaires et de la torture psychologique permanente dans les prisons, a contribué, au moins, à la mort de 26 prisonniers politiques, selon SIIAU (Secrétariat International des Juristes pour l'Amnistie en Uruguay).

Bases militaires

Dans les nombreuses casernes de l'armée, qui servent aussi de centres de détention, la situation est encore pire. La torture physique est pratique courante. Toute communication est interdite, même avec les gardiens. Les récréations, lorsqu'il y en a, consistent en un petit tour à l'extérieur, cagoule en tête, même sous les plus ardents soleils. Les visites, rarissimes, sont soumises à l'humeur du gardien. Trois soldats au moins se tiennent entre le prisonnier et le visiteur, leur arme prête à tirer. Sur la table, un magnétophone.

Les livres n'existent presque pas. Les cellules mesurent 2m sur 1,50 m, ce qui entraîne des problèmes de vision. Dans une caserne, la cellule était un puits et quand il pleuvait, l'eau montait à mi-jambe. Dans une autre, le sol en terre battue était relié à l'égoût. Dans ces minuscules cellules, il y a juste un seau pour satisfaire ses besoins, que le gardien peut délibérément renverser, comme cela arrive souvent.

Hôpital militaire:

L'hôpital militaire de Montevideo, au lieu de procurer des soins, n'est ni plus ni moins qu'un autre centre de torture. L'encombrement est terrible, au point qu'il est difficile de trouver la place pour installer un tube d'oxygène ou un goutte-à-goutte. Les patients doivent nettoyer eux-mêmes. Ils n'ont pas le droit de parler ni de lire. Ils ne peuvent même pas se prêter les articles de toilettes. Quand le gardien le permet, on peut marcher un peu, un à la fois, même pour aller aux toilettes. Pas de visite avant trois mois.

L'Ecole de torture

D'après le témoignage de l'ex-soldat Hugo Walter Garcia Rivas, qui a quitté l'armée en 1979 et obtenu asile en Norvège en juin 1980, cette école fonctionne depuis 1975. Elle dispense 3 cours annuels, plus un pendant les vacances. Elle est située au coin des rues Dante et Republica. Les étudiants sont pour la plupart des officiers de l'Armée de terre, mais il y a aussi quelques officiers de la Marine et de l'Aviation, et 2 ou 3 policiers. On y voit aussi des officiers étrangers.

Dans le cours sur les "interrogatoires", on inculque aux étudiants la nécessité de la torture pour obtenir les informations. Mais la torture doit être effectuée de telle manière qu'on ne mette pas en danger la vie de la personne, non pas pour la vie en elle-même... mais parce que si la personne meurt, les informations disparaissent avec elle! Parfois, un étudiant trop zélé force la note ...

Il y a des cours pratiques. On apporte instruments et victimes dans la classe. Tous les étudiants y participent, à l'exception des étrangers. Quand les prisonniers s'évanouissent, ils sont ranimés et la séance se poursuit. Dès qu'un problème surgit on appelle le médecin, attaché au cours. Aucun étudiant ne peut prétendre qu'il n'a jamais torturé. Un refus d'obéir aux ordres entraîne l'emprisonnement.

Selon le rapport d'Amnistie Internationale pour 1975-76: "On peut estimer qu'un citoyen sur 500 a été emprisonné pour des motifs politiques et qu'un citoyen sur 50 a été interrogé ou brièvement détenu au cours des dernières années".

BRESIL

La nouvelle loi sur le statut des étrangers semble vouloir faire ses premières victimes parmi les missionnaires. Le 15 octobre, le président Figueredo signa le décret d'expulsion du P. Vito Miracapillo, missionnaire italien. Grâce à la prompt intervention de la Conférence épiscopale et de la Commission Justice et Paix, le Ministre de la Justice a dû suspendre l'ordre d'expulsion, jusqu'à ce que le tribunal suprême ait délibéré. Un député, S. Cavalcanti, a peu après réclamé l'expulsion de Dom Pedro Casaldaliga, évêque de Sao Félix, ce "communiste espagnol déguisé en évêque". Mgr Casaldaliga a déjà annoncé qu'il resterait de toute façon, malgré les nombreuses menaces de mort qu'il a déjà reçues: "Je resterai, car le Christ reste".

NOUVELLES D'AMERIQUE LATINE

COLOMBIE

- Environ 6.000 travailleurs du textile ont perdu leur emploi récemment, suite à la fermeture de 56 manufactures.
- A la mi-août dernier, l'armée déclenchait une vaste opération dans la province d'Huila. Suite à des bombardements dans la région d'El Pato, une caravane de deux mille paysans, avec femmes et enfants, a parcouru 200 kms jusqu'à la capitale de la province.



ARGENTINE

- Un militant chrétien, engagé dans la lutte contre la répression dans son pays, vient de recevoir le prix Nobel de la paix. Trois fois emprisonné depuis 1971, il travaille pour être la voix des chrétiens argentins, là où l'épiscopat national continue de se taire.

BRESIL

- En Itaici, au Brésil, le 26 septembre 1980, des chrétiens de différentes Eglises se sont réunis pour réfléchir sur "les Eglises face au développement". "Ce développement doit se faire à partir des pauvres et des marginaux", selon le message aux Eglises émis à la fin de la rencontre.

EL SALVADOR

- L'évêque de Cuernavaca (Mexico) Mgr Sergio Méndez, a fait un appel à l'aide pour les frères salvadoriens. Depuis janvier, plus de 9,000 morts, 3,000 "disparus", des réfugiés sans nombre. Les bombardements sur les villages sont des faits courants. Et ce sont des chrétiens qui forment la Junte de gouvernement... Un fonds de secours spécial a été ouvert, auquel on peut contribuer: Mgr Sergio Méndez. Ocoatepec 39. San Jeronimo, Mexico 20 D.F. Mexico.

NICARAGUA

- La Junte Révolutionnaire de Reconstruction nationale a decreté, le 18 août 1980, l'interdiction de toute publicité commerciale autour de Noël. La loi le dit dans sa motivation: "libérer les fêtes de Noël du sens commercial". "Dans un Nicaragua nouveau, les fêtes de Noël doivent revenir à leur esprit chrétien et populaire".

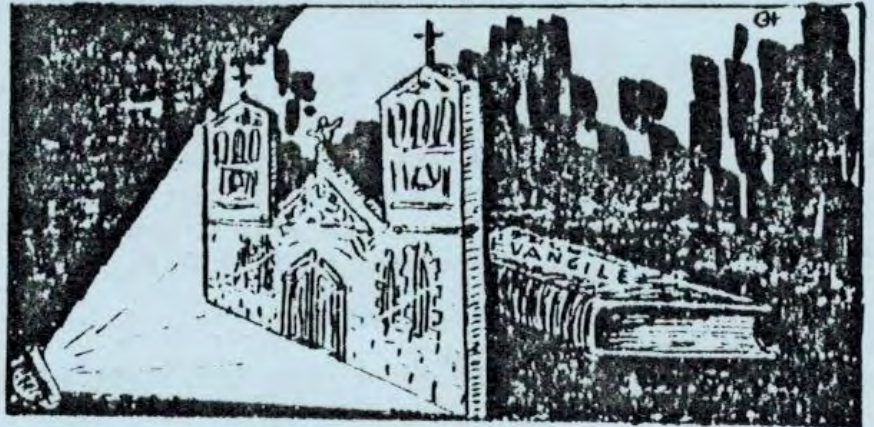
CHILI

11

L'Eglise de l'archevêché de Santiago a publié au mois d'août le "Décatalogue": les dix mesures à prendre dans le cas d'interpellation par la police. Il est intéressant de voir comment la pastorale change quand le contexte politique change. Exemple # 3: "Identifiez-vous à haute voix, criez, donnez des références sur votre famille, sur votre travail, protestez à haute voix pour que d'éventuels témoins aient des renseignements..."

GUATEMALA

- M. Villagran Kramer, vice-président du pays, a démissionné le 1er septembre. Motif invoqué: la violation des droits humains par le président Lucas Garcia. Il est significatif que la deuxième autorité du pays ait dû s'exiler pour présenter sa démission.
- Le mouvement "Armée Revolutionnaire des Pauvres" a fait un appel aux chrétiens de s'unir à la lutte des pauvres pour se débarrasser de la dictature. (Juillet 80)
- Après la fermeture du Diocèse du El Quiché, un autre évêque, celui de Esquintla, Mgr Rios Mont, a été forcé de rentrer dans la clandestinité.



BOLIVIE

- Le gouvernement reconnaît 30 morts, quelques blessés et 500 prisonniers politiques. La Commission Nationale des Droits Humains atteste 500 morts, plus de 2.000 blessés et un nombre indéfini de prisonniers politiques.
- Les évêques du sud du Pérou (27-8-80) ont fait un appel à leurs fidèles pour qu'ils se solidarisent avec le peuple bolivien.
- Après la réunion de la Conférence épiscopale à Cochabamba (8-9-80), les 23 évêques dénoncent les faits répressifs du gouvernement: "nous avons appris



avec douleur la mort violente des concitoyens, les emprisonnements et les tortures physiques et psychologiques, les perquisitions et les vols... les persécutions et les menaces, les congédiements massifs, la négation des sauf-conduits pour les réfugiés..."

- Répression contre les Eglises:

20 prêtres, religieux et religieuses ont été emprisonnés;

3 pasteurs méthodistes ont été emprisonnés;

le père Julio Tumiri (bolivien) et l'évêque méthodiste Mortimer Arias sont encore en prison.

- Le délégué officiel de la Bolivie au Congrès Anti-Communiste de Buenos Aires a dit publiquement: "l'archevêque Jorge Manriquez (La Paz) est possédé du démon" et "les prêtres boliviens amis ne peuvent rien faire pour l'exorciser".

0-0-0-0-0

NOUVELLES DU COMITE

- Nous avons reçu la visite, le 6 novembre dernier, du P. Luis Gurriaran, membre de "l'Eglise du Guatemala en exil". Il nous a expliqué les circonstances entourant la fermeture du diocèse du Quiché, la véritable persécution déchaînée contre les chrétiens. Il nous supplie d'appuyer au maximum la campagne lancée par Développement et Paix.
- Une invitation d'Amnistie Internationale pour une grande soirée de solidarité avec l'Amérique latine et les Caraïbes, vendredi le 28 novembre, 19h30, à la salle St-Edouard, 6500 St-Vallier. Film sur le Salvador: "La Révolution ou la mort". Communications de Bertrand de la Grange et Marcel Pépin. Témoins du Guatemala, de Bolivie et du Salvador. Chants folkloriques. Echange. Billets en vente au Comité (\$2.00).
- Soirée de solidarité organisée par le Comité bolivien de Montréal, lors du passage de la délégation de la Central Obrera Boliviana. Jeudi, 4 déc. 19h30, Salle CSN, 1601 de Lorimier, Métro Papineau.

NOUVELLES HEURES D'ACCUEIL DU COMITE :
DU LUNDI AU VENDREDI, DE 13 h 00 à
17 h 00.